

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente. (Page 07)

Investissement durable

Forte popularité, faible efficacité

L'offre de fonds verts s'est considérablement étoffée avec une progression de 31% du nombre de fonds sur un an, passant de 595 à 777... (Page 08)

Pandémie

Pourquoi les deux vaccins contre le Covid-19 sont prometteurs
Pfizer/BioNTech et Moderna ont développé deux injections qui enverront à notre organisme des instructions génétiques...



Sécurité alimentaire au Togo

(Pages 03)

La production céréalière en hausse de 7%



Projets financés par la Banque mondiale

(Page 04)

37% de niveau d'exécution au Togo

Statistiques

379 017 emplois ont été générés au Togo en 2019
Un atelier de validation autour du rapport 2019 sur le système d'information sur le marché du travail (SIMT) s'est déroulé ce jeudi 19 novembre 2020 à Lomé... (Page 02)

Réformes foncières au Togo

Le gouvernement examine deux projets de décret
Le gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé réuni en conseil des ministres le mercredi 18 Novembre 2020, sous la présidence... (Page 04)

Togo

33,18% des terres agricoles cartographiées
A ce jour, 1 972 400 ha de terres sont analysés (soit 55% de la superficie agricole nationale) dont 1 192 200 ha sont cartographiés, représentant 33,18%... (Page 11)

Atteinte de l'ODD 6

Investir dans l'eau et l'assainissement est essentiel
Investir dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (WASH) en Afrique est crucial pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 des Nations Unies, qui appelle...

Taux de change du Fcfa XOF offert par

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	554,500	5,320	722,500	610,500	416,250	82,500	150,500
Vente	655,957	561,500	5,380	729,500	616,500	423,250	84,000	153,500

Statistiques

379 017 emplois ont été générés au Togo en 2019

Un atelier de validation autour du rapport 2019 sur le système d'information sur le marché du travail (SIMT) s'est déroulé ce jeudi 19 novembre 2020 à Lomé. Organisé par l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), cet atelier regroupant les représentants des structures de production et d'utilisation des informations sur le marché du travail, a permis de faire ressortir les statistiques sur l'emploi au Togo durant l'année 2019.

Selon l'ANPE, les résultats obtenus sur la base des informations issues des rapports d'activités des ministères et institutions, indiquent qu'au total 379 017 emplois dont 214 039 emplois permanents et 164 978 emplois temporaires ont été générés en 2019. Issues des orientations de l'Union africaine et de l'Uemoa, les données sur la situation de l'emploi en 2019, sont la compilation statistiques de 05 ministères notamment du Développement à la base, de l'Agriculture, de l'Environnement, des Infrastructures, la Santé et de 02 institutions que sont l'ANPE et l'INSEED. Dans le domaine de l'entrepreneuriat, au total 1 816 entreprises ont été créées en 2019, révèle les statistiques présentées par l'ANPE. «



Ces chiffres éloquentes qui traduisent les efforts du gouvernement en matière de promotion de l'emploi, méritent d'être mieux analysés en ce qui concerne les principes et fondamentaux du travail décent », a déclaré Edmond Amoussou, directeur général de l'ANPE. En effet, les enquêtes statistiques sur les emplois décents au Togo n'ont pas été réalisées. C'est

également le cas des emplois créés dans le secteur privé. « Il nous est difficile de retracer le nombre d'emplois créés dans le secteur privé. Le fait est que toutes les entreprises privées formelle ou informelles ne déclarent pas leur employés à la Caisse nationale sécurité sociale (CNSS) », a expliqué Edmond Amoussou.

Avec lenouveaureporter.com

Parlement de la Cedeao

Une réunion délocalisée à Lomé

Trouver des solutions idoines pour la relance des secteurs de l'éducation, de la technologie et de l'information au sein de la Cedeao en cette période de crise sanitaire de COVID19, c'est ce à quoi s'attèlent depuis hier les parlementaires des pays membres de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest présents à Lomé pour une réunion délocalisée démarrée ce mardi 17 novembre 2020.

Les travaux ont été ouverts par la présidente de l'Assemblée nationale Mme Yawa Djigbodi TSEGAN à l'hôtel 2 février, en présence du président du parlement de la CEDEAO, M. Sidie Mohamed TUNIS, des membres du gouvernement, des ambassadeurs et des députés de la Cedeao. Pour la présidente de la représentation nationale, ce rendez-vous de Lomé est une occasion de débattre et trouver des solutions appropriées et adaptées au défi du e-learning en Afrique et en particulier dans l'espace communautaire. Elle a par ailleurs rappelé les efforts du Togo sous le leadership du président

de la République Faure Gnassingbé en matière de l'utilisation des TIC dans l'enseignement à distance entre autres. D'autres personnalités à savoir le président du parlement de la Cedeao, M. Sidie Mohamed TUNIS, l'honorable Aklesso ATCHOLI, 3ème vice-président, le co-président de la commission mixte, M. Aimé ASSINE et les ministres Cina LAWSON de l'économie numérique et Majesté IHO-WATEBA de l'enseignement supérieur se succédées au pupitre pour saluer l'opportunité et l'importance de cette rencontre de haut niveau. De leurs avis, elle permettra de réfléchir davantage sur l'implémenta-

tion totale et efficiente des TIC dans le système éducatif de l'espace Cedeao. En marge de la cérémonie d'ouverture, les officiels ont également procédé au lancement des festivités marquant le 20ème anniversaire de l'institution parlementaire de l'espace communautaire. Les parlementaires et les divers invités ont en début de cérémonie, observé une minute de silence en mémoire du 3ème Vice-Président de l'Assemblée nationale, l'Honorable Ablom Kouassi André JOHNSON, membre du parlement de la Cedeao rappelé à Dieu, le samedi 14 novembre 2020.

Avec lenouveaureporter.com

AUX DECIDEURS ...

Maintenir la confiance...

Le Millenium Challenge Account (MCA) a publié son guide de performance des pays.

Il présente des informations sur la performance des Etats selon des critères comme la gouvernance, les investissements en faveur de la population, la liberté de la presse, le climat des affaires ...

En Afrique, le Cap-Vert emporte la palme du pays le plus vertueux suivi de près par le Togo.

Pour Stanislas Baba, le coordonnateur de la cellule MCA-Togo rencontré par republicoftogo.com, les résultats publiés il y a quelques jours sont encourageants, mais les efforts doivent se poursuivre.

L'homme si dit fier du leadership du chef de l'État, car c'est un score qui indique clairement la reconnaissance de cette gouvernance. Pour lui, ce score ne veut pas dire que nous sommes un pays développé, riche et que nous avons définitivement tourné le dos à la pauvreté. « Cela signifie que nous avons créé les conditions pour attirer l'investissement. L'environnement des affaires est devenu sain. »

La carte des scores du MCA n'est pas un sésame pour une aide publique au développement. Ce que cherche avant tout le programme américain, c'est la réduction de la pauvreté par les investissements. Lorsque vous avez une carte des scores positive, c'est bien, mais il faut conserver ces mêmes scores pendant des années pour créer davantage de confiance, attirer plus d'investisseurs, créer des emplois.

Ce score est évidemment à saluer, mais cela doit s'inscrire dans la durée pour créer l'effectivité des investissements et la croissance. C'est d'ailleurs l'objectif du Plan national de développement.

Pour Stanislas Baba « Nos politiques ne sont pas dictées par les scores du MCA. Nous faisons d'abord les reformes pour améliorer le quotidien des togolais. Nous allons continuer à créer la confiance et si le MCC nous accorde le programme Compact, ce sera très bien. »

Pour rappel, la Millennium Challenge Corporation (MCC) a publié ses fiches de résultats pour l'exercice 2021, une collection de 20 indicateurs indépendants qui mesurent la performance politique d'un pays dans les zones de liberté économique, gouverner avec justice et investir dans les personnes. Les tableaux de bord sont un élément clé du processus de sélection concurrentiel annuel du MCC qui détermine quels pays sont éligibles pour développer un accord de subvention de cinq ans, connu sous le nom de pacte, avec l'agence. Les indicateurs du tableau de bord peuvent également être utilisés par le secteur privé, y compris les entreprises et les investisseurs, pour éclairer les décisions et mieux comprendre l'environnement opérationnel dans un pays spécifique.

Le MCC sélectionne uniquement les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, tels que classés par la Banque mondiale, et a rendu publics les tableaux de bord de l'exercice 2021 pour ces 78 pays sur le site Web de l'agence.

La sélection concurrentielle du MCC est un processus transparent fondé sur les données pour déterminer où l'agence investit pour réduire la pauvreté grâce à la croissance économique. Pour être pris en considération pour un pacte MCC, les pays devraient d'abord passer le tableau de bord du MCC, en passant au moins 10 des 20 indicateurs, y compris l'indicateur des droits politiques ou des libertés civiles et l'indicateur de contrôle de la corruption. Cette année, 25 des 78 pays pour lesquels le MCC a créé des tableaux de bord ont réussi le tableau de bord, tandis que 53 pays ne l'ont pas fait.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Sécurité alimentaire au Togo**La production céréalière en hausse de 7%**

La production agricole toujours en hausse au Togo, malgré la crise sanitaire qui secoue le monde entier. Au titre de la campagne 2019-2020, elle est estimée à 1,3 million de tonnes, soit 7% de plus que la moyenne quinquennale.

● **Bernard AFAWOUBO**

Au Togo, l'agriculture résiste bien à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Pour preuve, l'augmentation de la production céréalière. Malgré la crise sanitaire qui secoue les différents secteurs d'activités, les producteurs nationaux ne baissent pas d'ardeur et la production agricole ne régresse pas. Au titre de la campagne 2019-2020, elle est estimée à 1,3 million de tonnes, soit 7% de plus que la moyenne quinquennale. Les productions céréalières du Togo sont excellentes en cette année 2020. Cette performance remarquable est le fruit des pluies favorables ainsi qu'une fourniture suffisante des intrants et des équipements agricoles par l'Etat

aux travailleurs. L'Etat a pris des mesures idoines pour mettre le secteur à l'abri du danger. Les acteurs ont bénéficié des subventions financières et matérielles à travers des projets en l'occurrence le Plan de riposte agricole (Prcovid-19). Les pouvoirs publics ont appuyé les producteurs en leur fournissant des semences améliorées, des engrais, des produits phytosanitaires ainsi que des services de mécanisation agricole grâce à un système de crédit à taux zéro qui s'est matérialisé par la plateforme "Yolim". Les précipitations supérieures à la moyenne dans la plupart des régions, depuis mars, ont également joué en faveur du Togo. C'est ce qui a favorisé la germination et le

développement des cultures. Elles ont aussi permis de démarrer les cultures en temps opportun, surtout dans le nord du pays. L'ensemble de ces conditions naturelles favorables à la production agricole, la contribution de l'Etat et du secteur privé sont les éléments qui ont engendré cette hausse de la production céréalière. Avec cette nouvelle performance, la sécurité alimentaire sera garantie malgré l'impact négatif des mesures restrictives anti-covid-19 sur les chaînes de valeurs agricoles. Aujourd'hui, la disponibilité alimentaire peut satisfaire la demande sur le plan national ; les marchés sont ouverts et le gouvernement met tout en œuvre pour garantir la stabilité des prix. Les importations devraient diminuer au cours des prochaines années si le pays maintient son rythme de production et réussit sa campagne de promotion de la consommation locale. Le pays célèbre en ce mois d'octobre le « mois du consommateur local ». L'initiative se veut promotrice de la production, valorisation et consommation des produits locaux.

**Gestion publique****Les femmes des marchés engagées aux côtés du Gouvernement**

Mme le Premier Ministre, Cheffe du Gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue ce mardi 17 novembre 2020 à la Primature à Lomé avec une délégation des femmes des marchés du Grand Lomé, des marseuses et des Comités de développement à la base (CDB).

● **Nicole ESSO**

La directrice générale de l'Anadeb, Agence nationale d'appui au développement à la base, Mazalo Katanga, cheffe de la délégation a, au nom de toutes ces femmes, remercié le Chef de l'Etat pour le choix porté sur Mme le Premier Ministre. Pour elle, les femmes bénéficient d'une attention particulière du gouvernement avec plusieurs mécanismes d'accompagnement mis en place pour leur épanouissement. " Nous sommes venues adresser nos sincères félicitations à notre maman qui a beaucoup fait dans nos marchés (clôture des marchés, construction de nouveaux hangars, assainissement). Nous lui avons demandé de transmettre nos remerciements à notre papa Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé qui a fait un bon choix en nommant une femme à la



Primature. Nous les femmes des marchés, sommes fières de cet honneur. Nous avons saisi l'occasion pour lui soumettre nos projets qui nous tiennent vraiment à cœur dans nos marchés.", dixit Pascaline Dangbui, présidente des femmes du marché d'Adidogomé.

**Coopération sud-sud****Un émissaire du Président gabonais chez Faure Gnassingbé**

Le Président de la République SEM Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 18 novembre 2020, l'ambassadeur du Gabon, M.Sayid Abeloko porteur d'un message de son Président, SEM Ali Bongo Ondimba.

● **Junior AREDDOLA**

J'ai eu l'honneur d'être reçu par Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé à qui j'ai transmis un message de son homologue gabonais, Son Excellence Ali Bongo Ondimba. Notre entretien a tourné autour de la révision du cadre de coopération entre le Gabon et le Togo et de la Grande commission mixte qui va permettre la mise en œuvre de nouveaux accords économiques entre nos deux Etats ». Ainsi, le Président de la République SEM Faure Essozimna Gnassingbé a reçu, ce 18 novembre 2020, l'ambassadeur du Gabon, M. Sayid



Abeloko, porteur d'un message de son Président, SEM Ali Bongo Ondimba. Le diplomate gabonais a saisi l'occasion pour présenter au Chef de l'Etat le bilan de la coopération entre Lomé et Libreville ainsi que les perspectives notamment le raffermissement des accords économiques à travers la relance de la Grande commission mixte paritaire. Le Chef de l'Etat fait de la diversification des domaines de coopération bilatérale et sud-sud l'une des priorités majeures de la diplomatie togolaise.

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Projets financés par la Banque mondiale

37% de niveau d'exécution au Togo

La deuxième revue de la performance du portefeuille des projets financés par la Banque mondiale au Togo, dont les travaux ont lieu le 17 novembre 2020, révèle un niveau d'exécution du budget qui se situe à 37%.

● Vivien ATAKPABEM

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances du Togo et Hawa Cissé Wagué, Représentant résident de la Banque mondiale au Togo ont ouvert mardi 17 novembre 2020 à Lomé, la deuxième revue de la performance du portefeuille des projets financés par l'institution de Bretton Woods au Togo. Cet exercice, effectué sur une période de 12 mois à savoir de juin 2019 à juillet 2020, a permis à Hawa Cissé Wagué de saluer le niveau d'exécution du budget qui se situe à 37%, « un des taux de décaissements les plus performants au niveau des portefeuilles de projets financés par la Banque dans la région Afrique où la moyenne est de 22% ». A en croire Hawa Cissé Wagué, « nous pouvons faire mieux parce que les populations ont des besoins grandissants et les ressources sont disponibles ». La représentante a par ailleurs regretté l'impact de la pandémie de Covid-19, qui « va faire reculer par rapport aux progrès enregistrés avant », et a souhaité plus de vigilance et de proactivité. « La Banque Mondiale accom-



pagne le Togo dans sa volonté de mettre en place les conditions pour une croissance inclusive et durable tirée par un secteur privé plus dynamique et des politiques d'investissement plus efficaces », a rappelé Sani Yaya. Dans le cadre de la gestion de la riposte, le groupe dirigé par David Malpass a financé trois projets au Togo pour un coût global de 50 milliards FCFA dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des réformes économiques. Au total, le portefeuille de la Banque au Togo s'élève à 400 millions \$ et comprend au moins 16 opérations en cours. Au Togo, la capacité d'exécution des opérations, « au cours des douze derniers mois, a été bonne » selon la Banque mondiale. Actuellement, le portefeuille de la Banque mondiale au Togo comporte 15 projets et programmes, pour un mon-

tant total d'engagements de 385,5 millions de dollars dans de nombreux secteurs dont l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale et les télécommunications. Début septembre 2020, la Banque mondiale avait publié un « Rapport sur la situation économique au Togo : la crise du coronavirus met l'économie sous tension ». Ce document, le premier du genre, prévoit une baisse importante de la croissance à cause de la crise provoquée par la pandémie de coronavirus. L'étude préconise d'intensifier les réformes destinées à améliorer le climat des affaires et favoriser l'investissement privé, facteur essentiel de la relance économique. Le Togo gagnerait également à développer l'économie numérique pour rendre son économie plus compétitive et résiliente.

Réformes foncières au Togo

Le gouvernement examine deux projets de décret

Le gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé réuni en conseil des ministres le mercredi 18 Novembre 2020, sous la présidence du Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a examiné deux projets de décret pour apporter des réponses aux aspirations de la population et des acteurs du développement concernant le foncier.

● Bernard AFAWOUBO

Au Togo depuis quelques années les populations sont confrontées à des problèmes liés au foncier passant de la double vente à l'accaparement des terres. Pour mettre fin à ce désordre, les plus hautes autorités du pays ont enclenché un processus de vaste réforme foncière ces dernières années. Ainsi un nouveau code foncier a été adopté. Réuni en conseil des ministres ce mercredi 18 Novembre 2020, le gouvernement a examiné deux projets de décret. Le 1er projet de décret porte sur les attributions, composition et fonctionnement des commissions d'enquête de commodo et incommodo. Il s'agit d'un texte d'application du code foncier et domanial qui permet d'apporter des réponses aux aspirations de la population et des acteurs du développement concernant le foncier. Le gouvernement précise que l'enquête de commodo et incommodo vise à mieux évaluer les impacts d'une opération d'intérêt général, notamment en ce qui concerne les projets des opérateurs économiques,



l'expropriation pour cause d'utilité publique ; les opérations de lotissement réalisées par l'Etat ; le classement et le déclassement du domaine de l'Etat et des collectivités territoriales. « Cette enquête est ouverte pour recueillir toutes informations, réclamations et observations des populations et institutions concernant l'opération d'intérêt général envisagée. L'enquête vise également à recueillir et à prendre en compte les souhaits et besoins des opérateurs économiques qui envisagent mener des opérations de développement économique dans le cadre des ambitions de la feuille de route gouvernementale », lit-on dans la note du Conseil des ministres. Le second pro-

jet de décret examiné ensuite par les ministres porte sur les règles applicables aux Livres fonciers et registres sous forme électronique. Il s'agit d'un texte concourant à l'amélioration du climat des affaires. Il est en parfaite cohérence avec l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale relatif à la modernisation des structures étatiques. Il s'agit d'un système automatisé de données numériques destiné à l'immatriculation des immeubles ; la publicité des droits réels et la communication de l'information juridique sur lesdits immeubles. Le gouvernement indique qu'elle permet, notamment d'instaurer une nouvelle forme de gouvernance foncière et de contribuer à la maîtrise de la problématique de gestion du patrimoine foncier national. Selon le gouvernement, l'adoption du projet de décret favorise la transparence et une facilité d'accès à l'information juridique sur les immeubles immatriculés par les personnes habilitées ; un accroissement de la capacité de traitement des demandes de création de titres fonciers et de formalités foncières. Aussi ce texte contribue à la réduction des coûts des formalités foncières et à la célérité des transactions immobilières. En outre ce texte permettra de rendre disponibles de manière dématérialisée les informations permettant la production de titres fonciers.

Transfert d'argent

Ecobank lance Rapidtransfer International

EBI SA, la filiale internationale du groupe bancaire panafricain Ecobank, lance Rapidtransfer International, un service de paiement digital à destination de la diaspora africaine entre l'Europe et les 33 pays africains où Ecobank opère.

● Nicole ESSO

En 2018, les flux financiers de la diaspora à destination de l'Afrique subsaharienne étaient de 46 milliards de dollars selon les données de la Banque mondiale. Cette même année, 5,596 milliards de dollars ont été transférés du Royaume-Uni vers l'Afrique et 1,356 milliards de dollars de la France vers le continent africain. Si le Royaume-Uni et la France

sont les deux principaux pays cibles, Rapidtransfer International est également disponible sur d'autres marchés importants tels que l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Le groupe Ecobank a l'ambition de connecter par le digital les diasporas africaines en Europe et le continent africain. Banque leader en termes de transformation digitale, le Groupe Ecobank offre déjà la possibilité d'envoyer de l'argent et de faire des paie-

ments au niveau continental avec son service panafricain Rapidtransfer, et collabore désormais avec la plateforme digitale PayTop pour fournir ce service en Europe. Actif sur 33 marchés à travers le continent, le Groupe Ecobank offre une expérience unique aux diasporas africaines pour contribuer à la prospérité de l'Afrique à travers une application africaine faite sur mesure prenant en compte les réalités interna-

tionales et africaines. EBI SA a apporté un soin particulier à l'ergonomie de cette application mobile afin d'offrir la meilleure expérience client, fondée sur les principes d'accessibilité, de simplicité, de flexibilité, et de communauté. Les utilisateurs peuvent créer un compte Rapidtransfer International en utilisant l'application sur laquelle toutes les opérations de transfert d'argent sont activables, avec la pos-

sibilité d'appairer une carte bancaire Visa ou Mastercard de l'établissement bancaire du client. Cette nouvelle application est dédiée aux personnes titulaires de documents européens d'identité. On estime entre 165 000 et 280 000 les membres de la diaspora africaine ayant des revenus supérieurs à 80 000 euros vivant au Royaume-Uni et en France, les deux principaux foyers de la diaspora africaine en Europe.

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Gestion publique**Compte rendu du Conseil des ministres du 18 novembre 2020**

Un avant-projet de loi, trois projets de décret et trois communications étaient à l'ordre du jour du Conseil des ministres du mercredi 18 novembre 2020. Lire le compte rendu du Conseil des ministres.



COMMUNIQUE SANCTIONNANT LE CONSEIL DES MINISTRES

- Lomé, Mercredi 18 Novembre 2020 -

1. Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

2. Le Conseil a examiné un avant-projet de loi, trois (03) projets de décret et écouté trois (03) communications.

I. AU TITRE DES AVANT-PROJETS DE LOI

3. Le Conseil a examiné en première lecture l'avant-projet de loi sur la protection et la mise en valeur du littoral en vue d'adapter les règles de gestion de l'environnement aux évolutions en matière de gouvernance des territoires littoraux puis protéger et valoriser le littoral par l'adoption d'un schéma directeur d'aménagement du littoral (SDAL).

4. Le projet de texte vise concrètement à mettre en valeur le potentiel économique qu'offre le littoral togolais dans le respect des règles du développement durable.

II. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET

5. Le Conseil a examiné un projet de décret portant attributions, composition et fonctionnement des commissions d'enquête de commodo et incommodo. Il s'agit d'un texte d'application du code foncier et domanial qui permet d'apporter des réponses aux aspirations de la population et des acteurs du développement concernant le foncier.

6. Précisément l'enquête de commodo et incommodo vise à mieux évaluer les impacts d'une opération d'intérêt général, notamment en ce qui concerne les projets des opérateurs économiques, l'expropriation pour cause d'utilité publique ; les opérations de lotissement réalisées par l'Etat ; le classement et le déclassement du domaine de l'Etat et des collectivités territoriales.

7. Cette enquête est ouverte pour recueillir toutes informations, réclamations et observations des populations et institutions concernant l'opération d'intérêt général envisagée.

8. L'enquête vise également à recueillir et à prendre en compte les souhaits et besoins des opérateurs économiques qui envisagent mener des opérations de développement économique dans le cadre des ambitions de la feuille de route gouvernementale.

9. Le second projet de décret examiné par le Conseil porte sur l'approbation de la politique nationale de la sécurité routière qui vise à renforcer la sécurité routière en réduisant les accidents et la mortalité liées à ceux-ci d'au moins 50%.

10. Son adoption fait suite à la communication présentée lors du précédent Conseil des Ministres.

11. La politique est construite sur cinq piliers autour desquels est élaboré un plan d'actions prioritaires d'un coût estimatif de 3,14 milliards sur une période de deux ans représentant la phase d'urgence.

12. Le troisième projet de décret examiné porte sur les règles applicables aux Livres fonciers et registres sous forme électronique. En cohérence avec l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale relatif à la modernisation des structures étatiques, ce projet de texte concourt à l'amélioration du climat des affaires.

13. Il s'agit précisément d'un système automatisé de données numériques destiné à l'immatriculation des immeubles ; la publicité des droits réels et la communication de l'information juridique sur lesdits immeubles.

14. Elle permet, notamment d'instaurer une nouvelle forme de gouvernance foncière et de contribuer à la maîtrise de la problématique de gestion du patrimoine foncier national.

15. De plus, l'adoption du projet de décret favorise la transparence et une facilité d'accès à l'information juridique sur les immeubles immatriculés par les personnes habilitées ; un accroissement de la capacité de traitement des demandes de création de titres fonciers et de formalités foncières.

16. Enfin, ce texte contribue à la réduction des coûts des formalités foncières et à la

célérité des transactions immobilières en rendant disponibles de manière dématérialisée les informations permettant la production de titres fonciers.

III. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,

17. Le Conseil a écouté une première communication relative aux travaux d'infrastructures en cours de réalisation dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie au coronavirus présentée par Madame le Ministre des Travaux publics.

18. Ces travaux d'infrastructures concernent la construction de neuf (09) centres de santé dans toutes les 5 régions.

19. De même, les travaux de renforcement du Centre Hospitalier Régional de Lomé Commune (CHR-LC) dédié à la prise en charge des malades de la covid 19 dans le grand Lomé se poursuivent.

20. Le Conseil a écouté une deuxième communication relative à la première édition du mois du consommateur local présentée par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale tenue du 1er au 31 octobre 2020 à Lomé et dans les cinq (05) régions économiques du pays.

21. L'objectif de cet événement est d'intensifier la promotion de la consommation des produits locaux afin de stimuler la croissance en suscitant l'intérêt des populations pour l'utilisation desdits produits.

22. Cette initiative vise à dynamiser le tissu économique local afin de créer des emplois pour les togolais conformément à l'axe 2 de la feuille de route gouvernementale 2020 – 2025 et équilibrer la balance commerciale. Concrètement, il s'agit d'importer moins et de produire plus pour le marché local et l'exportation.

23. Le Conseil a instruit le Ministre pour une accélération du processus d'adoption de la stratégie nationale de promotion de la consommation locale et la mise en œuvre de son plan d'action.

24. Le Conseil a écouté une troisième communication relative à l'état de mise en œuvre du projet d'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo, présentée par le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural.

25. Le sol étant le soubassement de toute production agricole, une bonne connaissance de son état de fertilité et la disponibilité des informations de qualité sur leurs caractéristiques sont déterminantes pour assurer une amélioration des rendements et de la productivité agricole.

26. Pour ce faire, le gouvernement s'est engagé dès 2016 dans le processus d'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles.

27. A ce jour, 1 972 400 ha de terres sont analysés (soit 55% de la superficie agricole nationale) dont 1 192 200 ha sont cartographiés, représentant 33,18% des terres agricoles nationales.

28. Ces informations sont accessibles sur une plateforme digitale (www.fertitogo.tg) permettant aux agriculteurs de connaître les caractéristiques de leur sol afin d'adapter le type de culture et les engrais spécifiques qui conviennent.

29. La réalisation complète de la carte de fertilité des sols permettra non seulement d'améliorer les rendements et la productivité des cultures végétales mais aussi et surtout de réaliser par zone une carte des cultures, conformément à l'axe 2 de la feuille de route du gouvernement pour la mise en œuvre du Plan Togo 2025.

IV. AU TITRE DES DIVERS,

30. Madame le premier Ministre, Cheffe du Gouvernement, a rendu compte au Conseil de la prochaine tenue des consultations germano-togolaises. Ces consultations se tiendront les 23 et 24 novembre prochain à Lomé.

31. Le Gouvernement, afin de renforcer l'impact de la coopération entre les deux pays souhaite un recentrage de celle-ci autour de thématiques clés en lien avec la feuille de route Gouvernementale.

32. Le Ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires a rendu compte au Conseil de la mise en place de la Faïtière des communes du Togo (FCT).

33. Cette association vient en remplacement de l'Union des communes du Togo dissoute de fait avec la mise en œuvre du processus de décentralisation. Elle est dotée d'un bureau composé de (01) un président et (05) cinq vice-présidents à raison d'un par région, y compris le Grand Lomé.

Fait à Lomé, le 18 Novembre 2020

Le Conseil des Ministres

Atteinte de l'ODD 6

Investir dans l'eau et l'assainissement est essentiel

Investir dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (WASH) en Afrique est crucial pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 des Nations Unies, qui appelle à l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Ainsi a déclaré Wambui Gichuri, Vice-président par intérim de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'agriculture, le développement humain et social, lors d'une réunion des ministres africains des finances, le 17 novembre 2020.



● Nicole ESSO

Une cinquantaine de ministres africains des finances ont participé à la réunion virtuelle de haut niveau qui s'est tenue récemment pour discuter du rôle crucial de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans l'économie, les populations et l'environnement africains, pendant et après le COVID-19. La réunion a été convoquée par la Banque, en collaboration avec Assainissement et eau pour tous (SWA), un partenariat mondial engagé à réaliser l'accès universel à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Gichuri a déclaré aux ministres qu'investir dans de nouveaux systèmes offre des possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes, et met en place un flux de plusieurs décennies d'avantages futurs sur le plan sanitaire, économique et social. Elle a souligné que l'écart de financement entre l'état actuel de WASH en Afrique et ce qui est nécessaire pour atteindre l'ODD 6 reste énorme. «En Afrique subsaharienne, l'investissement annuel requis pour atteindre l'ODD 6 a été estimé à 35 milliards de dollars par an. En Afrique du Nord, le montant est de 4 milliards de dollars par an. C'est bien plus que ce qui a été historiquement investi. Dans le cadre de l'Évaluation et analyse mondiales de l'eau des Nations Unies sur l'assainissement et l'eau potable, un petit échantillon a indiqué des déficits de financement compris entre 39% pour l'approvisionnement en eau en milieu urbain et 78% pour l'approvi-

sionnement en eau en milieu rural », a déclaré Gichuri. Elle a déclaré que la pandémie avait amplifié ces défis, amenant les gouvernements à introduire une législation pour garantir que leurs populations continuent d'accéder à l'eau vitale et de se laver les mains. Cependant, la plupart des fournisseurs de services de distribution d'eau africains ne peuvent pas percevoir de paiement pour l'utilisation de l'eau par les clients, ce qui entraîne des tensions financières supplémentaires et des ressources surexploitées. Kevin Rudd, ancien Premier ministre australien et actuel président de haut niveau de SWA, a déclaré aux ministres africains des finances que les projets WASH favorisaient une bonne politique aux niveaux local, régional et national. «Ce sont des domaines dans lesquels vous pouvez fournir des informations aux communautés locales et c'est donc une bonne nouvelle pour les ministres des Finances, les Premiers ministres, les présidents et les ministres du secteur qui cherchent à être réélus», a déclaré Rudd.

Créer des partenariats nécessaires pour garantir des investissements

Catarina de Albuquerque, directrice générale de SWA, a exhorté les ministres des finances à créer et à maintenir les partenariats nécessaires pour garantir des investissements et des investissements plus intelligents dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. En tant que ministres

des Finances, ils devraient fournir des solutions qui aideraient l'Afrique à combler le déficit de financement de l'approvisionnement en eau grâce à une combinaison de mesures, notamment en maximisant l'utilisation des ressources existantes et en mobilisant des financements supplémentaires à partir des impôts, des tarifs et des transferts, a-t-elle ajouté. Gichuri a rassuré les participants sur le fait que la Banque continuerait à donner la priorité à la recherche de solutions aux problèmes de financement du secteur WASH. La Banque africaine de développement a investi environ 6,2 milliards de dollars dans les services WASH au cours de la dernière décennie et a mobilisé environ 150 millions de dollars en financement climatique annuel. «Ce sont des domaines dans lesquels vous pouvez fournir des informations aux communautés locales et c'est donc une bonne nouvelle pour les ministres des Finances, les Premiers ministres, les présidents et les ministres du secteur qui cherchent à être réélus», a déclaré Rudd.

Afrique / Covid-19

Près d'un décès sur cinq est lié au diabète

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que 18,3 % des décès dus à la Covid-19 dans la région Africaine sont liés au diabète, l'une des conditions qui, d'après des études mondiales, augmentent le risque de forme sévère de la maladie et de décès parmi les patients infectés par le virus.

Beaucoup trop de personnes ignorent si elles ont du diabète ou non. Les personnes avec cette affection chronique souffrent doublement si elles sont aussi infectées par la Covid-19 », a déclaré le Docteur Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. « Nous devons changer cette situation en investissant dans la détection, la prévention et le traitement précoces du diabète », a-t-elle ajouté. L'analyse par l'OMS de 14 pays africains, qui ont fourni des informations sur la Covid-19 et les comorbidités, a montré que le risque de complications ou de décès de la Covid-19 parmi les gens diabétiques augmente avec l'âge, sachant que les personnes de plus de soixante ans sont les plus à risque. Le diabète est une cause majeure de cécité, d'insuffisance rénale, d'attaques cardiaques, d'AVC et de l'amputation d'un membre inférieur, mais beaucoup de ces effets nocifs de la maladie peuvent être retardés ou même évités grâce à un diagnostic et un traitement précoce. La maladie survient lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment



d'insuline (diabète de type 1) ou lorsque le corps ne peut pas utiliser efficacement l'insuline qu'il produit (type 2), qui est le type de diabète le plus répandu. Combattre la Covid-19 ne doit pas nous faire perdre de vue les autres défis sanitaires - Docteur Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Au cours des trois dernières décennies, l'occurrence du diabète de type 2 a augmenté drastiquement dans tous les pays du monde. Dans la région africaine, le nombre de cas a été multiplié par six, passant de 4 millions de cas en 1980 à 25 millions en 2014. Avec environ 60 % des personnes vivant avec un diabète non diagnostiqué, la région Africaine présente la plus forte proportion de personnes ignorant leur condition. Une étude menée

au Kenya a révélé que 60 % des personnes diagnostiquées avec une affection chronique n'étaient pas sous médication. Au début et au pic de la pandémie de la Covid-19, les services de santé dédiés au diabète étaient particulièrement mis à mal. Seulement environ un tiers des pays participants à une étude de l'OMS portant sur 41 pays d'Afrique subsaharienne ont indiqué que ces services étaient pleinement opérationnels. « Combattre la Covid-19 ne doit pas nous faire perdre de vue les autres défis sanitaires. La journée mondiale du diabète est un moment clé pour attirer l'attention sur cette maladie chronique, qui menace de plus en plus la vie d'Africains », a déclaré le Docteur Moeti.

Avec news.un.org

Mali

Hausse la valeur nette du projet aurifère Diba

Au Mali, le projet aurifère Diba affiche une valeur actuelle nette de 107 millions \$ après impôts, en hausse de 32 %. C'est ce qui ressort de l'évaluation économique préliminaire actualisée, annoncée par Altus Strategies qui explique cela par l'amélioration du taux de récupération d'or.

Altus Strategies, junior minière active dans l'exploration en Afrique de l'Ouest, a publié le 18 novembre une mise à jour de l'évaluation économique préliminaire (PEA) pour son projet aurifère Diba. Selon l'étude actualisée, cet actif situé dans l'ouest du Mali a une valeur actuelle nette (VAN) de 107 millions \$ après impôts, soit une augmentation de 32 % par rapport à la pré-

cedente estimation. La compagnie a entrepris cette mise à jour de la PEA pour prendre en compte la récente hausse substantielle (95 % contre 80 % précédemment) du taux de récupération d'or enregistré grâce à des tests métallurgiques. En plus de la VAN, le taux de rentabilité interne augmente aussi, passant de 469 % après impôts à 715 %. Le capital nécessaire au développement du projet est toute-

fois maintenu à 20 millions \$, avec une production annuelle de 57 000 onces sur plus de 3 ans (39 mois). Pour rappel, Altus Strategies vient de lancer un programme de forages de 10 000 m pour accroître les ressources du projet. En cas de résultats concluants, une nouvelle étude améliorant davantage les différentes estimations devrait intervenir dans les prochaines semaines.

Avec Agence Ecofin

Covid-19

Le Sénégal démarre une plateforme de test rapide à 1 dollar

L'institut Pasteur du Sénégal a lancé, en partenariat avec Mologic UK, une plateforme de test rapide au Covid-19 pour 1 dollar. Le résultat est disponible en moins de 10 minutes, un peu comme un test de grossesse.

Selon Mologic, ce kit de test rapide ne nécessite pas d'électricité ni d'analyse en laboratoire. Le procédé consiste en une simple bandelette de test logée dans une unité en plastique et utilise un petit échantillon de sang prélevé en se piquant un doigt, un peu comme les outils utili-



sés pour tester l'insuline. Le sang est testé pour les anticorps liés au coronavirus et le résultat est affiché sur la bandelette de test. La rapidité de ce diagnostic et la modi-

cité de son coût pourrait révolutionner la lutte contre la pandémie dans un continent où le test se négocie en ce moment entre 40 000 FCFA (73 USD) et 100 000 FCFA (180 dollars) au terme de longues files d'attente et de procédures bureaucratiques souvent coûteuses.

Avec financialafrik.com

BRVM 10 116,74

Variation Jour ↓ -0,21 %

Variation annuelle ↓ -21,71 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

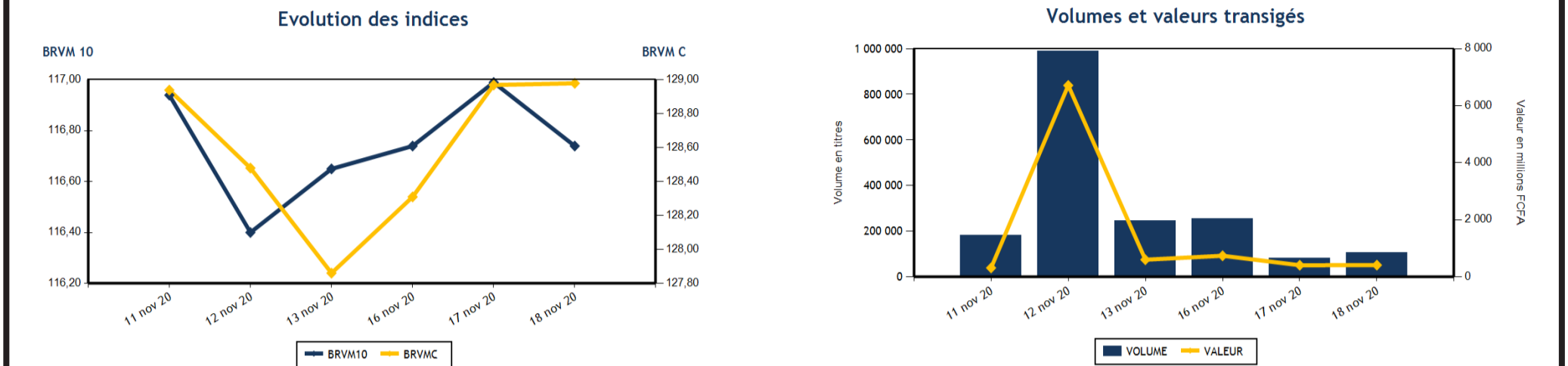
N° 222 mercredi 18 novembre 2020

Site : www.brvm.org

BRVM Composite 128,98

Variation Jour ↑ 0,01 %

Variation annuelle ↓ -19,00 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 875 366 521 816	0,01 %
Volume échangé (Actions & Droits)	83 057	1,25 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	191 893 355	-52,07 %
Nombre de titres transigés	37	5,71 %
Nombre de titres en hausse	12	-7,69 %
Nombre de titres en baisse	11	22,22 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	44 880	7,50 %	-0,27 %
TOTAL SN (TTLS)	1 550	5,44 %	-8,82 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 400	4,62 %	-14,79 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 650	4,29 %	1,11 %
NESTLE CI (NTLC)	350	2,94 %	-11,39 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 639 340 158 851	-0,02 %
Volume échangé	22 075	4 698,91 %
Valeur transigée (FCFA)	217 451 500	4 666,92 %
Nombre de titres transigés	3	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	200,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	1 150	-6,12 %	-32,35 %
SAPH CI (SPHC)	1 320	-5,04 %	0,76 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	125	-3,85 %	-10,71 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 450	-3,33 %	-15,94 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 000	-2,44 %	-38,18 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,79	2,77 %	-10,28 %	15 829	15 096 600	60,89
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	353,74	-0,17 %	-28,59 %	41 984	138 142 515	7,95
BRVM - FINANCES	15	54,24	0,04 %	-11,07 %	20 604	32 837 180	5,75
BRVM - TRANSPORT	2	313,06	0,00 %	-14,64 %	2	2 550	5,50
BRVM - AGRICULTURE	5	77,58	-1,45 %	-9,66 %	497	729 565	7,30
BRVM - DISTRIBUTION	7	203,05	-0,56 %	-19,83 %	4 141	5 084 945	12,30
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	0	0	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,14	
Taux de rendement moyen du marché	9,74	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,57	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	78	
Volume moyen annuel par séance	238 010,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	690 883 609,48	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,77	
Ratio moyen de satisfaction	49,63	
Ratio moyen de tendance	1 791,33	
Ratio moyen de couverture	5,58	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,80	
Nombre de SGI participantes	28	


Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




SENEGAL
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
de Niakhar, Place de la concorde
BP 12 209 Niakhar
Tél : (221) 44 90 18 10
Fax : (221) 20 73 99 47




CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 2002 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 55 50
Fax : (229) 20 32 47 77




GHANA
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire,
Avenue Pansau Nana
CP 88 Sissala
Tél : (248) 320 16 02 Fax : (248) 320 16 02



MALI
Immeuble SONAHEL ACI 2000 Hamdoulaye
B.P. E 1368 - Bamako
Tél : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
de Niamey, Place de la concorde
BP 12 209 Niamey
Tél : (227) 20 73 99 47
Fax : (227) 20 73 99 47



TOGO
7, rue Jean Mermoz
BP 6056, Dabou - Plateau
Tél : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 61 23 16

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Pandémie

Pourquoi les deux vaccins contre le Covid-19 sont prometteurs

Pfizer/BioNTech et Moderna ont développé deux injections qui enverront à notre organisme des instructions génétiques appelées ARN messenger, c'est-à-dire la molécule qui dit à nos cellules ce qu'il faut fabriquer.



La technologie de l'ARN «messenger» développée contre le Covid-19 par Pfizer/BioNTech et Moderna, qui ont chacun annoncé qu'ils étaient très efficaces selon des essais cliniques, est récente et n'avait encore jamais fait ses preuves. La pandémie fut une aubaine pour la technique et ses développeurs. Tous les vaccins ont le même but: entraîner notre système immunitaire à reconnaître le coronavirus, lui faire monter ses défenses de façon préventive, afin de neutraliser le vrai virus s'il venait à nous infecter. Les vaccins conventionnels peuvent être faits de virus inactivés (polio, grippe), atténués (rougeole, fièvre jaune), ou tout simplement de protéines appelées antigènes (hépatite B). Mais dans le cas de Pfizer et de son partenaire allemand BioNTech, ainsi que de Moderna, on injecte dans l'organisme des brins d'instructions génétiques appelées ARN messenger, c'est-à-dire la molécule qui dit à nos cellules ce qu'il faut fabriquer. Toute cellule est une mini-usine de protéines, selon les instructions génétiques contenues dans l'ADN de son noyau (l'ADN est transcrit en ARN au moment voulu). L'ARN messenger du vaccin est fabriqué en laboratoire. Il s'insère et pirate cette machinerie pour faire fabriquer des protéines ou «antigènes» spécifiques du coronavirus: ses «spicules» (spikes), ces pointes si reconnaissables qui ornent sa surface et lui permettent de s'attacher aux cellules humaines pour les pénétrer. Ces protéines, inoffensives en elles-mêmes, vont être libérées par nos cellules et livrées au système immunitaire, qui va alors produire des anticorps. Ces anticorps vont rester, montant la garde pendant, on l'espère, une

longue durée, capables de reconnaître et de neutraliser le coronavirus s'il venait à nous infecter. A aucun moment, le virus SARS-CoV-2, même inactivé, n'est injecté, et l'ARN ne peut pas s'intégrer dans notre génome.

Stockage ultra-froid

L'avantage est qu'avec cette méthode, il est inutile de cultiver un pathogène en laboratoire, c'est l'organisme qui fait le travail. C'est pour cette raison que ces vaccins sont plus rapides à mettre au point. Pas besoin de cellules ou d'oeufs de poules pour générer ce vaccin (contrairement aux vaccins contre la grippe). Avec les vaccins à ADN, «la seule chose dont on a besoin c'est la séquence» de l'antigène, explique à l'AFP David Weissman, un immunologue co-inventeur d'une technique affinée au milieu des années 2000 qui a ouvert la voie à cette technologie. Il est aujourd'hui consultant pour BioNTech. «Les vaccins ARN ont pour particularité intéressante de pouvoir être produits très facilement en très grande quantité», résume Daniel Floret, vice-président de la Commission technique des vaccinations, à la Haute autorité de santé. L'inconvénient: le vaccin, enveloppé d'une capsule protectrice de lipide, doit être stocké à très basse température, car l'ARN est fragile. Celui de Pfizer nécessite -70°C, une température bien plus basse que les congélateurs standards, et qui a forcé le groupe à développer des containers spécifiques, remplis de glace sèche, pour expédier les doses. Celui de Moderna est conservé à -20°C, ce qui nécessitera le maintien de la chaîne du froid de l'usine jusqu'aux pharmacies. Les vaccins à ADN, en revanche, peuvent être conservés à température ambiante, l'ADN étant

très résistant. A l'heure actuelle, aucun vaccin à ADN ou ARN n'a été approuvé pour l'homme. Des vaccins à ADN existent à usage vétérinaire: chevaux, chiens, saumons... Le Covid-19 a donné un énorme coup d'accélérateur à la technologie. Moderna, société de biotechnologie fondée en 2010 et qui n'a toujours aucun produit autorisé, a reçu 2,5 milliards de dollars du gouvernement américain pour développer le vaccin, et produire 100 millions de doses. Si la technologie était prouvée, cela pourrait ouvrir la voie à d'autres traitements. BioNTech avait été fondée en 2008 avec l'ambition, toujours actuelle, de créer des traitements sur-mesure contre le cancer, et Moderna développe depuis des années des vaccins contre Zika, le virus d'Epstein-Barr (mononucléose), le virus respiratoire syncytial (bronchiolite...), le cytomégalo virus (qui peut poser un risque chez le fœtus), ou tout simplement contre la grippe.

Des vaccins efficaces à plus de 90%

Moderna Therapeutics, qui a conclu un accord de sous-traitance avec le biochimiste bâlois Lonza, revendique lundi une efficacité de 94,5% pour son vaccin expérimental contre le Covid-19, à l'issue d'une première analyse intermédiaire de son étude clinique avancée en cours. Le laboratoire du Massachusetts assure avoir ainsi rempli le critère primaire d'évaluation fixé pour ce volet de recherche. La semaine dernière, son compatriote Pfizer avait revendiqué une efficacité de 90% pour le candidat vaccin découvert par l'allemand Biontech.

(AFP/NXP)

Investissement durable

Forte popularité, faible efficacité

L'offre de fonds verts s'est considérablement étoffée avec une progression de 31% du nombre de fonds sur un an, passant de 595 à 777.

Les investissements dits «durables» n'ont jamais été aussi courtisés par les investisseurs suisses. Rien qu'en 2020, 316 milliards de francs ont été investis dans ces placements verts, en hausse spectaculaire de 60% sur un an. Une étude publiée par la Haute École de Lucerne montre toutefois que seule une minorité d'entre eux promettent un impact concret sur l'environnement ou la société. «Les investissements durables sont les gagnants de la crise du coronavirus», assène la Haute École de Lucerne dans une étude publiée mercredi.

Offre étoffée

L'offre de fonds verts s'est considérablement étoffée avec une progression de 31% du nombre de fonds sur un an, passant de 595 à 777. Les actifs sous gestion ont en parallèle bondi de 60% pour atteindre 316 milliards de francs et ce alors que le marché global reste stagnant. 6% des actifs suisses seraient donc investis durablement, selon l'institution, ce qui serait «considérablement moins que ce que suggère la forte présence médiatique à ce sujet». Et pourtant, un franc sur quatre nouvellement investi est désormais placé sur des fonds durables, trahissant une tendance de fond que se dispute prestataires suisses et internationaux.

«Un malentendu

Royaume-Uni

Nouvelles voitures essence et diesel interdites dès 2030

Le Premier ministre britannique doit dévoiler mercredi un ambitieux plan environnemental en dix points, censé «créer et soutenir» jusqu'à 250'000 emplois.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a avancé à 2030 l'interdiction des ventes de nouveaux véhicules essence et diesel au Royaume-Uni, dans le cadre d'une «révolution industrielle verte» se voulant créatrice d'emplois qu'il détaillera mercredi. Développer l'éolien offshore, chauffer les logements et faire rouler les transports à l'hydrogène, promouvoir la voiture électrique, planter des milliers d'hectares d'arbres, devenir un «leader mondial» en termes de capture et de stockage du CO2 mais aussi encourager le nucléaire au risque de fâcher les défenseurs de l'environnement... C'est le plan en dix points du dirigeant conservateur, censé «créer et soutenir» jusqu'à 250'000 emplois, ont indiqué ses services dans un communiqué. Ces mesures doivent permettre au Royaume-Uni, qui accueillera en 2021 à Glasgow la grande conférence de l'ONU sur le climat, la COP26, d'atteindre son objectif de zéro émission



généralisé»

Malgré cet engouement, «seule une minorité des fonds de durabilité proposés promettent explicitement un effet éco-social positif», estime Manfred Stüttgen, co-auteur de l'étude et chargé de cours au sein de la Haute École de Lucerne. Sur un total de 184 fonds étudiés, seul un tiers d'entre eux indique apporter un impact concret et positif. C'est donc «un malentendu généralisé» de penser que tous les fonds durables ont des retombées concrètes, indique le professeur. Il met en garde toutefois sur les tentations d'accusation de «greenwashing», autrement dit le fait d'utiliser l'argument écologique comme méthode marketing au profit d'une marque ou d'un produit. Pour Brian Mattman, co-auteur, «nous voyons rarement les investisseurs être délibérément trompés». Il s'agirait plus de «malentendus» puisqu'un gestionnaire de fonds n'a qu'à intégrer des

critères environnementaux et sociaux ainsi qu'un engagement de bonne gouvernance d'entreprise pour se nommer fonds «durable».

«Objectif d'impact»

D'ailleurs l'institution souligne la tendance de conversion de fonds conventionnels en fonds verts. En adaptant leurs processus de financement, en intégrant de nouveaux partenaires et en formant leurs collaborateurs, 73 fonds identifiés par l'étude se sont «récemment» reverdis pour un montant de 28 milliards de francs. «La question de savoir si un investissement durable a un effet positif sur l'économie réelle dépend de la stratégie d'investissement choisie dans chaque cas», a conclu Brian Mattman. Seule une minorité de tous les fonds durables poursuivent explicitement un objectif d'impact», a-t-il précisé dans le communiqué de l'étude.

(ATS/NXP)

nette de gaz à effets de serre à l'horizon 2050.

«Révolution industrielle verte»

«À la suite de consultations extensives avec les constructeurs automobiles, le Premier ministre confirme que le Royaume-Uni cessera de vendre des nouvelles voitures et nouveaux utilitaires à essence et au diesel d'ici à 2030», selon le communiqué. En février, Boris Johnson avait déjà avancé de cinq ans cet objectif, le fixant à 2035. Désormais, seules les ventes de véhicules hybrides resteront autorisées jusqu'à cette date. Cette «révolution industrielle verte» mobilisera 12 milliards de livres d'investissement public (13,4 milliards d'euros), dont 1,3 milliard pour accélérer le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques. En octobre, Boris Johnson avait déjà promis de faire du Royaume-Uni l'Arabie saoudite de l'éolien

offshore, capable d'alimenter en énergie tous les foyers britanniques avec une production quadruplée à 40 gigawatts (GW) d'ici à 2030, soit l'équivalent de plus de 40 réacteurs nucléaires.

Tournant historique

Outre l'objectif de la neutralité carbone en 2050, le dirigeant espère que sa «révolution» verte permettra de réduire les inégalités régionales et effacer partiellement les dommages économiques causés par la pandémie de nouveau coronavirus. «Notre révolution industrielle verte sera alimentée par des éoliennes en Écosse et dans le Nord-Est, propulsée par des véhicules électriques fabriqués dans les Midlands et elle progressera grâce aux dernières technologies développées au Pays de Galles», a-t-il dit. L'ONG Greenpeace a salué l'interdiction des nouveaux véhicules essence et diesel comme «un tournant historique dans l'action pour le climat».

(AFP/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

Taureau Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

Gémeaux Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

Cancer Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

Lion Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sainement votre argent.

Vierge Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

Balance La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

Scorpion Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

Sagittaire Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

Capricorne Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Verseau Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

Poissons Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Togo**33,18% des terres agricoles cartographiées**

A ce jour, 1 972 400 ha de terres sont analysés (soit 55% de la superficie agricole nationale) dont 1 192 200 ha sont cartographiés, représentant 33,18% des terres agricoles nationales au Togo a annoncé le ministre en charge de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural au conseil des ministres ce mercredi 18 novembre 2020.

Dans la communication relative à l'état de mise en œuvre du projet d'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo, il a été notifié que le sol étant le soubassement de toute production agricole, une bonne connaissance de son état de fertilité et la disponibilité des informations de qualité sur leurs caractéristiques sont déterminantes pour assurer une amélioration des rendements et de la productivité dans le processus d'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles. Ces informations sont accessibles sur une plateforme digitale (www.fertitogo.tg) permettant aux agriculteurs de connaître les caractéristiques de leur sol afin d'adapter le type de culture et les engrais spécifiques qui conviennent. La réalisation complète de la carte de fertilité des sols permettra



non seulement d'améliorer les rendements et la productivité des cultures végétales mais aussi et surtout de réaliser par zone une carte

des cultures, conformément à l'axe 2 de la feuille de route du gouvernement pour la mise en œuvre du Plan Togo. *Avec Vert-Togo*

Golfe 3**La mairie en guerre contre l'insalubrité dans les écoles**

La mairie de la commune du Golfe 3 fait acte utile. Elle combat l'insalubrité dans les établissements scolaires du ressort de son territoire communal.



Mardi 17 novembre 2020, les agents de la Direction des services techniques (DST) de la commune du Golfe 3 se sont rendus dans les établissements scolaires. Dans chacune des écoles visitées, ils ont appelé les élèves à mener ce combat profitable

pour tous : lutter contre l'insalubrité. Au-delà de cet appel à rendre saine leur cadre de vie, ces agents ont doté chaque école de poubelles à tri-sélectif pour le recyclage des déchets. « Ces poubelles sont composées de trois compartiments et chaque compartiment correspond à des

déchets précis. Ces déchets seront recyclés et transformés », lit-on sur la page Facebook de la commune du Golfe 3. En dehors des écoles, l'insalubrité, notons-le, est un problème majeur dans les quartiers de Lomé, dans les services, etc. *Avec iciLome*

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Covid-19/UL**Plus d'assemblées générales des associations jusqu'à nouvel ordre**

Les assemblées générales des associations ne sont plus autorisées sur le campus. Ainsi a décidé le Président de l'Université de Lomé, Prof Dodzi Komlan Kokoroko, en marge de la riposte contre la Covid-19 en milieu étudiant.

L'information a été portée à la connaissance de la communauté universitaire de l'UL via une note ce mercredi 18 septembre 2020. On y lit : « Dans le souci de préserver la quiétude sur le campus de Lomé, en lien avec les mesures édictées par le Gouvernement pour limiter la propagation du coronavirus, je porte à l'intention de la communauté universitaire que tout regroupement, au titre d'une réunion associative ou assemblée générale, est suspendue jusqu'à nouvel ordre ». Cette note signée du Président de ce temple du sa-



voir précise par ailleurs « que tout manquement à cette disposition expose les contrevenants à la rigueur des textes en vigueur ». Le chef corps

de police est d'ailleurs mandaté pour veiller au respect scrupuleux de la présente décision. *Avec iciLome*

Mercato**Pep Guardiola prolonge à Manchester City !**

Durant de nombreuses semaines, le futur du coach espagnol chez les Citizens était fortement remis en question. Au final, le Catalan va bel et bien poursuivre l'aventure dans le nord-ouest de l'Angleterre.



Le feuilleton Guardiola touche à sa fin. Recruté par Manchester City en 2016 alors qu'il sortait d'une expérience de trois ans au Bayern Munich, Pep Guardiola (49 ans) entretenait le suspens concernant son avenir chez les Citizens. Libre de tout contrat en juin prochain, l'ex-coach du FC Barcelone se voyait reprocher son incapacité à mener City sur le toit de l'Europe, et ce, malgré deux Premier League, trois Carabao Cups, une FA Cup et deux Community Shields glanés. A Barcelone, là où Guardiola a acquis ses lettres de noblesse en tant qu'entraîneur, certains espé-

raient alors un retour au bercail à l'occasion de l'élection du nouveau président culé. Un espoir réduit à néant par le principal intéressé. « Je l'ai dit de nombreuses reprises, ma période comme entraîneur de Barcelone est terminée. Je pense que dans la vie, on ne doit faire les choses qu'une fois », déclarait le Catalan le 31 octobre dernier.

Un contrat de deux ans

Depuis, des signaux positifs concernant une prolongation ont été aperçus en provenance des bureaux de l'Etihad Stadium. « Pep et moi

avons une compréhension très claire de ce qui est bon pour le club et de ce qui ne l'est pas. Nous avons un alignement clair en termes de vision de l'avenir et de ce que nous voulons en termes de succès pour le club », indiquait le boss de City, Khaldoon Al Mubarak. La presse anglaise emboîtait le pas en évoquant un nouveau bail de longue durée jusqu'en 2025. Aujourd'hui, la nouvelle s'était confirmée ces dernières minutes. En Espagne, la radio Cadena SER et les journaux AS et Sport affirment en chœur que Pep Guardiola va bien signer un nouveau bail. Mieux, l'annonce officielle était annoncée comme imminente. Et cela s'est vérifié. City vient en effet d'officialiser la nouvelle. « Manchester City est heureux d'annoncer que Pep Guardiola a signé un nouveau contrat de deux ans avec le club », a indiqué le club anglais. Alors qu'un contrat de cinq ans était évoqué, Guardiola a finalement paraphé un bail de deux ans. *Avec footmercato.net*

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>


africabourse

Arrangeur et Chef de file

 Programme d'émission de billets de trésorerie sur le marché
financier régional de l'UEMOA - GVS SA 7,00%


TRANCHE 1

 MONTANT DE L'OPÉRATION
2 MILLIARDS FCFA

 PRIX UNITAIRE
5 000 000 FCFA

 TAUX D'INTÉRÊT
7,00%
BRUT L'AN*

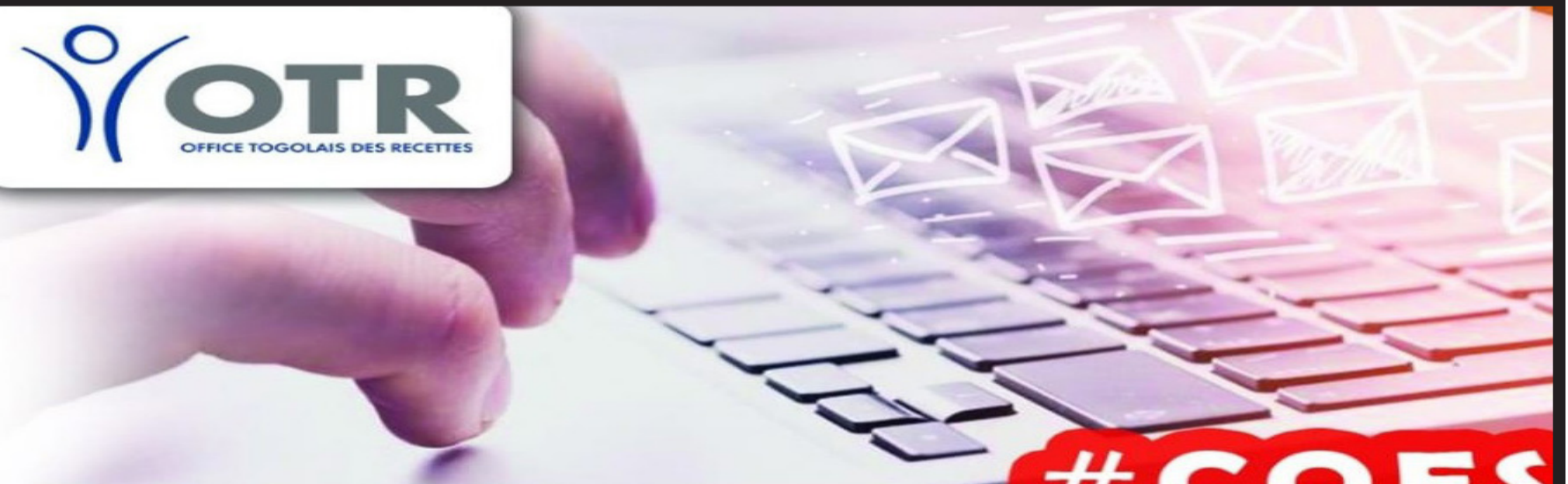
 PERIODE DE SOUSCRIPTION
DU 16 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020

 www.africabourse.com
 africabourse@africabourse.com

RENSEIGNEZ-VOUS DANS NOS BUREAUX DE CÔTE D'IVOIRE, DU TOGO ET DU BENIN



(+225) 77-08-07-07 / (+228) 93-03-84-18 / (+229) 60-29-73-73


#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : www.otr.tg ou www.dadc.gouv.tg



Office Togolais des Recettes - OTR